

Print

Pourquoi la montée du fascisme est encore le problème

De [John Pilger](#)

Global Research, février 28, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/pourquoi-la-montee-du-fascisme-est-encore-le-probleme/5434127>



Récemment, le 70ème anniversaire de la libération d'Auschwitz fut un rappel du grand crime du fascisme, dont l'iconographie Nazie est ancrée dans notre conscience. Le fascisme est préservé comme faisant partie de l'histoire, comme ces images tremblantes de ces chemises noires marchant au pas, leur criminalité terrible et évidente. Pourtant dans ces mêmes sociétés libérales, dont les élites belliqueuses nous sommes de ne jamais oublier, le danger croissant d'une sorte de fascisme moderne est passé sous silence; parce qu'il s'agit de leur fascisme.

« Initier une guerre d'agression... », dirent les juges du tribunal de Nuremberg en 1946, « est non seulement un crime international, mais c'est le crime international suprême, qui diffère des autres crimes de guerre en ce qu'il comprend tous les maux qui s'ensuivent. »

Si les nazis n'avaient pas envahi l'Europe, Auschwitz et l'holocauste n'auraient pas eu lieu. Si les États-Unis et ses satellites n'avaient pas initié leur guerre d'agression de l'Irak en 2003, près d'un million de personnes seraient encore en vie aujourd'hui; et l'état islamique, ou ISIS, ne nous aurait pas soumis à sa sauvagerie. Ils sont la progéniture du fascisme moderne, sevrés par les bombes, les bains de sang et les mensonges qui sont le théâtre surréaliste que l'on appelle informations.

A l'instar du fascisme des années 1930 et 1940, d'immenses mensonges sont délivrés avec la précision d'un métronome: grâce à des médias omniprésents, répétitifs et à leur virulente censure par omission. La catastrophe libyenne en est un exemple.

En 2011, l'OTAN a lancé 9700 « frappes de sortie » contre la Libye, plus d'un tiers étaient dirigées contre des cibles civiles. Des ogives à l'uranium furent utilisées; les villes de Misrata et Sirte furent pilonnées. La croix rouge a identifié des charniers, et l'Unicef a rapporté que « la plupart [des enfants tués] avaient moins de 10 ans. »



La Libye, Après / Avant

La sodomie publique du président Libyen Muammar Kadhafi à l'aide d'une baïonnette « rebelle » fut célébrée par la secrétaire d'état états-unienne d'alors, Hillary Clinton, en ces mots: « Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort. » Son meurtre, comme la destruction de son pays, furent justifiés à l'aide d'un énorme mensonge familial; il planifiait un « génocide » contre son propre peuple. « Nous savions... que si nous avions attendu un jour de plus », dit le président Obama, « Benghazi, une ville de la taille de Charlotte, aurait subi un massacre qui aurait résonné dans toute la région et aurait entaché les consciences du monde ».

Ce fut la fabrique de la milice islamiste essayant une défaite face aux forces du gouvernement libyen. Ils dirent à Reuters qu'il y aurait « un vrai bain de sang, un massacre comme on a vu au Rwanda ». Rapporté le 14 mars 2011, le mensonge fournit la première étincelle pour l'enfer de l'OTAN, décrit par David Cameron comme une « intervention humanitaire ».

Équipés et entraînés en secret par les SAS britanniques, nombre de « rebelles » se transformeront en ISIS, dont la dernière vidéo montre les décapitations de 21 ouvriers chrétiens coptes à Sirte, la ville détruite en leur nom par les bombardements de l'OTAN.

Pour Obama, Cameron et Hollande, le vrai crime de Kadhafi était l'indépendance économique de la Libye et son intention déclarée de cesser de vendre les plus importantes réserves de pétrole d'Afrique en US dollars. Le pétrodollar est un pilier du pouvoir impérial états-unien. Kadhafi planifiait audacieusement de mettre en place une monnaie africaine étalonnée sur l'or, d'établir une banque africaine et de promouvoir une union économique au sein des pays pauvres et de leurs ressources prisées. Que cela se mette en place ou non, la notion même était intolérable pour les États-Unis alors qu'ils s'apprêtaient à « entrer » en Afrique et à corrompre les gouvernements à l'aide de « partenariats » militaires.

A la suite de l'attaque de l'OTAN sous couvert d'une résolution du conseil de sécurité, Obama, écrit Garikai Chengu, « a confisqué 30 milliards de \$ de la banque centrale libyenne, que Kadhafi destinait à l'établissement d'une banque centrale africaine et au dinar africain rattaché à l'or ».

La « guerre humanitaire » contre la Libye s'inspirait d'un modèle cher aux cœurs des libéraux occidentaux, particulièrement dans les médias. En 1999, Bill Clinton et Tony Blair envoyèrent l'OTAN bombarder la Serbie, parce que les serbes, et ils avaient menti, étaient en train de commettre un « génocide » contre l'ethnie albanaise dans la province sécessionniste du Kosovo. David Scheffer, l'ambassadeur-et-plus états-unien pour les crimes de guerre [sic], déclara qu'au moins « 225 000 hommes d'ethnie albanaise âgés de 14 à 59 ans » auraient été tués. Clinton comme Blair évoquèrent l'holocauste et « l'esprit de la seconde guerre mondiale ». Les alliés héroïques de l'Occident furent l'armée de libération du Kosovo (KLA), dont l'historique criminel fut mis de côté. Le ministre des affaires étrangères britannique, Robin Cook, leur a dit qu'ils pouvaient l'appeler quand ils voulaient sur ton téléphone mobile.

Une fois le bombardement de l'OTAN terminé, et la majeure partie des infrastructures serbes en ruines, ainsi que ses écoles, hôpitaux, monastères, et la chaîne de télévision nationale, des équipes de légistes internationales descendirent au Kosovo afin de ramener des preuves de « l'holocauste ». Le FBI ne parvint pas à trouver un seul charnier, et s'en retourna. L'équipe de légistes espagnole fit de même, son leader énervé dénonçant « une pirouette sémantique des machines de propagande de guerre ». Un an après, un tribunal des Nations Unies sur la Yougoslavie annonça le décompte final des morts au Kosovo: 2788. Incluant des combattants des deux camps et des serbes et des roms assassinés par la KLA. Il n'y avait aucun génocide. « L'holocauste » était un mensonge. L'attaque de l'OTAN avait été frauduleuse.

Derrière le mensonge se cachait un objectif sérieux. La Yougoslavie était une fédération multi-ethnique indépendante unique qui avait servi de pont économique et politique durant la guerre froide. La plupart de ses services et de son industrie était propriété publique. Ce n'était pas acceptable pour la communauté européenne en expansion, particulièrement pour l'Allemagne nouvellement unifiée, qui s'était lancée vers l'Est afin de capturer son « marché naturel » dans les provinces yougoslaves de Croatie et de Slovénie. Le temps que les européens se rencontrent à Maastricht en 1991 pour discuter de leurs plans pour la désastreuse zone euro, un accord secret avait été conclu; l'Allemagne reconnaissait la Croatie. La Yougoslavie était condamnée.

A Washington, les États-Unis avait vu que l'économie yougoslave en difficulté se voyait interdite de prêt par la banque mondiale. L'OTAN, alors une relique défunte de la guerre froide, fut réinventée comme exécuteur impérialiste. Lors d'une conférence sur la « paix » au Kosovo de 1999 à Rambouillet, en France, les Serbes furent soumis à la tactique hypocrite de cet exécuteur. L'accord de Rambouillet inclut une annexe B secrète, que la délégation états-unienne a rajouté le dernier jour. Celle-ci exigeait l'occupation militaire de toute la Yougoslavie — un pays aux souvenirs amers de l'occupation nazie — et la mise en place d'une « économie de libre marché » et la privatisation de toutes les possessions gouvernementales. Aucun état souverain n'aurait signé ça. Une punition s'ensuivit promptement; les bombes de l'OTAN s'abattirent sur un pays sans défense. Ce fut le prélude des catastrophes en Afghanistan, en Irak, en Syrie, en Libye, et en Ukraine.

Depuis 1945, plus d'un tiers des membres des Nations Unies — 69 pays — ont souffert en partie ou intégralement de ce qui résulte des mains du fascisme états-unien moderne. Ils ont été envahis, leurs gouvernements renversés, leurs mouvements sociaux anéantis, leurs élections subverties, leurs populations bombardées et leurs économies dépossédées de toute protection, leurs sociétés soumises à un siège écrasant appelé « sanctions ». L'historien britannique Mark Curtis estime le nombre de morts en millions. Et dans chaque cas, un immense mensonge fut déployé.

« Ce soir, pour la première fois depuis le 11 septembre, notre mission de combat en Afghanistan est terminée ». Ce furent les mots d'ouverture du discours de 2015 d'Obama sur l'état de l'union. En réalité, 10 000 soldats et 20 000 entrepreneurs militaires privés (mercenaires) restent en Afghanistan pour une affectation indéfinie. « La plus longue guerre de l'histoire de l'Amérique en arrive à une conclusion responsable », a dit Obama. En réalité, plus de civils furent tués en Afghanistan en 2014 que lors de n'importe quelle autre année depuis que l'ONU a commencé à le documenter. La majorité des morts — civils et soldats — fut sous la présidence d'Obama.

La tragédie afghane rivalise avec les crimes épiques de l'Indochine. Dans son livre encensé et très cité « le grand échiquier: l'Amérique et le reste du monde », Zbigniew Brzezinski, le parrain des politiques états-uniennes de l'Afghanistan à aujourd'hui, écrit que si l'Amérique contrôle l'Eurasie et domine le monde, elle ne peut maintenir aucune démocratie, parce que « la poursuite du pouvoir n'est pas un but qui domine la passion populaire... la démocratie est hostile à l'engagement impérialiste ». Il a raison. Comme WikiLeaks et Snowden l'ont révélé, un état policier et de surveillance usurpe la démocratie. En 1976, Brzezinski, alors le conseiller à la sécurité nationale de Carter, illustre ce point en portant un coup fatal à la première et seule démocratie de l'Afghanistan. Qui connaît cette histoire vitale?

Dans les années 1960, une révolution populaire a balayé l'Afghanistan, le pays le plus pauvre du monde, parvenant finalement à renverser les vestiges du régime aristocratique en 1978. Le parti démocratique du peuple de l'Afghanistan (PDPA) mit en place un gouvernement et déclara un programme de réformes qui comprenait l'abolition du féodalisme, la liberté pour toutes les religions, des droits égaux pour les femmes et la justice sociale pour les minorités ethniques. Plus de 13 000 prisonniers politiques furent libérés et les fichiers de polices brûlés publiquement.

Le nouveau gouvernement introduisit une couverture médicale pour les plus pauvres; le servage fut aboli, un programme d'alphabétisation massif fut lancé. Pour les femmes, les gains furent sans précédent. A la fin des années 1980, la moitié des étudiants universitaires étaient des femmes, ainsi que la moitié environ des médecins afghans, un tiers des fonctionnaires et la majorité des enseignants. « Chaque fille », se souvient Saira Noorani, une chirurgienne, « pouvait aller au lycée et à l'université. Nous pouvions aller où bon nous semblait et porter ce que nous voulions. Nous allions au café, au cinéma voir les derniers films indiens le vendredi et écoutions la musique à la mode. Cela a commencé à aller mal lorsque les moudjahidin ont commencé à triompher. Ils tuaient les enseignants et brûlaient les écoles. Nous étions terrifiés. C'est triste et ironique de penser que c'étaient les gens que l'Occident soutenait. »

Le gouvernement du PDPA était soutenu par l'Union Soviétique, bien que, comme l'a admis plus tard l'ancien secrétaire d'état Cyrus Vance, « il n'y avait aucune preuve de complicité soviétique [dans la révolution] ». Effrayé par la confiance croissante des mouvements de libération à travers le monde, Brzezinski a décidé que si l'Afghanistan sous le PDPA était une réussite, son indépendance et son progrès seraient « un exemple prometteur menaçant ».

Le 3 juillet 1979, la Maison blanche a autorisé en secret la livraison de 500 millions de dollars en armement et logistique pour soutenir les groupes tribaux « fondamentalistes » appelés moudjahidin. Le but était le renversement du premier gouvernement réformiste séculaire d'Afghanistan. En Août 1979, l'ambassade états-unienne à Kaboul rapporte que « les intérêts les plus conséquents des États-Unis... seraient avantageés par la disparition du [gouvernement PDPA], malgré tous les revers pour les futures réformes sociales et économiques que cela signifierait en Afghanistan. » J'ai moi-même choisi de mettre cela en italique.

Les moudjahidin sont les ancêtres d'Al-Qaïda et de l'état islamique. Gulbuddin Hekmatyar, qui reçut des dizaines de millions de dollars en cash de la part de la CIA, en faisait partie. La spécialité d'Hekmatyar était le trafic d'opium et la projection d'acide sur les visages des femmes qui refusaient de porter le voile. Invité à Londres, il fut salué par la première ministre Thatcher comme un « combattant pour la liberté ».

De tels fanatiques seraient restés dans leur monde tribal si Brzezinski n'avait pas déclenché un mouvement international de promotion du fondamentalisme islamique en Asie centrale, et sapé la libération politique séculaire, et « déstabilisé » l'Union Soviétique, créant, comme il l'écrit dans son autobiographie, « quelques musulmans agités ». Son grand plan coïncidait avec les ambitions du dictateur pakistanais, le Général Zia ul-Haq, de domination de la région. En 1986, l'agence de renseignement du Pakistan, l'ISI, et la CIA, commencent à recruter des gens de par le monde afin de rejoindre le djihad Afghan. Le multimillionnaire saoudien Oussama Ben Laden fut l'un d'entre eux. Les opérateurs qui rejoindraient finalement les Taliban et Al-Qaïda, étaient recrutés dans une université islamique de Brooklyn, à New York, et effectuaient un entraînement de paramilitaires en Virginie dans des camps de la CIA. Cela s'appelait l'« Opération cyclone ». Son succès fut célébré en 1996 lorsque le dernier président afghan du PDPA, Mohammed Najibullah — qui s'était rendu devant l'assemblée générale de l'ONU pour demander de l'aide — fut pendu à un lampadaire par un taliban.

Le « retour de bâton » de l'opération cyclone et ses « quelques musulmans agités » fut le 11 septembre 2001. L'opération cyclone se transforma en « guerre contre la terreur », dans laquelle d'innombrables hommes, femmes et enfants perdraient leurs vies à travers le monde musulman, de l'Afghanistan à l'Irak, au

Yémen, à la Somalie et à la Syrie. Le message des exécutants était et reste toujours : « Vous êtes soit avec nous soit contre nous ».

Le fil conducteur du fascisme, passé et présent, est le meurtre de masse. L'invasion états-unienne du Vietnam a eu ses « zones de feu à volonté », « décomptes des corps » et « dommages collatéraux ». Dans la province de Quang Ngai, où j'étais reporter, plusieurs milliers de civils (« gooks ») furent assassinés par les USA; pourtant on ne se souvient que d'un seul massacre, à My Lai. Au Laos et au Cambodge, le plus important bombardement aérien de l'histoire a donné naissance à une époque de terreur marquée aujourd'hui par le spectacle de cratères de bombes reliés qui, vus du ciel, ressemblent à des colliers monstrueux. Le bombardement donna au Cambodge son propre ISIS, dirigé par Pol Pot.

Aujourd'hui la plus importante des campagnes de terreur entraîne l'exécution de familles entières, d'invités lors de mariages, d'endeuillés lors de funérailles. Ce sont les victimes d'Obama. Selon le *New York Times*, Obama fait sa sélection depuis une « liste à tuer » que la CIA lui présente chaque mardi dans la salle de crise de la Maison blanche. Il décide alors, sans la moindre justification légale, qui va vivre et qui va mourir. Son arme d'exécution est le missile Hellfire (feu de l'enfer) que porte un engin aérien sans pilote, appelé drone; ceux-ci font griller leurs victimes et ornent les environs avec leurs restes. Chaque « frappe » est enregistrée sur un écran de console lointain comme un « bugsplat ».

« Au lieu de ceux qui marchent au pas », écrivait l'historien Norman Pollock, « on substitue l'apparement inoffensive militarisation de la culture. Et au lieu du leader grandiloquent, nous avons le réformateur manqué, qui travaille allègrement, planifie et exécute des assassinats, tout en souriant ».

L'union du nouveau et de l'ancien fascisme est le culte de la supériorité. « Je crois en l'exceptionnalisme américain de tout mon être », a dit Obama, évoquant les déclarations de fétichisme national des années 1930. Comme le souligne l'historien Alfred W. McCoy, ce fut le fidèle d'Hitler, Carl Schmitt, qui dit « Le souverain est celui qui décide de l'exception ». Ceci résume l'américanisme, l'idéologie qui domine le monde. Qu'elle ne soit pas associée à une idéologie prédatrice est le résultat d'un lavage de cerveau tout aussi subtil. Insidieuse, dissimulée, présentée spirituellement comme une illumination en cours, sa vanité suggère la culture occidentale. J'ai grandi sous un régime cinématographique à la gloire des États-Unis, une distorsion dans la plupart des cas. Je ne me doutais pas que l'armée rouge avait détruit la majeure partie de la machine de guerre nazie, ce qui lui avait coûté plus de 13 millions de soldats. En revanche, les pertes états-uniennes, pacifique inclus, s'élevèrent à 400 000. Hollywood a inversé cela.

La différence aujourd'hui c'est que les spectateurs au cinéma sont invités à se lamenter sur la « tragédie » de psychopathes états-uniens ayant à tuer des gens dans des endroits lointains — tout comme le président lui-même les tue. L'incarnation de la violence d'Hollywood, l'acteur et réalisateur Clint Eastwood, a été nommé pour un oscar cette année pour son film « *American Sniper* », qui traite d'un assassin accrédité et dément. Le *New York Times* le décrit comme « un film patriotique, pro-famille, qui bat tous les records d'audimat dès les premiers jours ».



Aucun film héroïque ne traite du fascisme états-unien. Durant la seconde guerre mondiale, les États-Unis (et l'Angleterre) sont entrés en guerre contre les Grecs qui s'étaient héroïquement battus contre le nazisme et résistaient à la montée du fascisme grec. En 1967, la CIA a aidé uneunte militaire fasciste à prendre le pouvoir à Athènes — comme elle l'avait fait au Brésil et dans la majeure partie de l'Amérique latine. Les Allemands et les Européens qui avaient collaboré avec l'agression nazie et les crimes contre l'humanité furent accueillis en toute sécurité aux USA; nombre d'entre eux seront choyés et leurs talents récompensés. Wernher von Braun était le père à la fois de la bombe terrorisante nazi V-2 et du programme spatial des États-Unis.

Dans les années 1990, alors que les anciennes républiques soviétiques, l'Est de l'Europe et les Balkans devenaient des avant-postes militaires de l'OTAN, les successeurs d'un mouvement nazi ukrainien eurent droit à leur chance. Responsables de la mort de milliers de juifs, polonais et russes lors de l'invasion nazie de l'Union Soviétique, le fascisme ukrainien fut réhabilité et sa « nouvelle vague » saluée par les exécutants comme « nationaliste ».

L'apogée fut atteinte en 2014 quand l'administration Obama organisa un coup d'état à 5 milliards de \$ contre le gouvernement élu. Les troupes de choc étaient des néo-nazis, le Secteur Droit et Svoboda. Parmi leurs leaders, Oleh Tyahnybok, qui avait appelé à une purge de la « mafia mosco-juive » et « autres raclures », dont les gays, les féministes et les partisans de la gauche.

Ces fascistes font maintenant partie du gouvernement de Kiev issu du coup d'état. Le vice-président du parlement Ukrainien, Andriy Parubiy, un dirigeant du parti au pouvoir, est le co-fondateur de Svoboda. Le 14 février, Parubiy a annoncé qu'il se rendait à Washington pour obtenir « des USA de l'armement moderne haute précision ». S'il y parvient, cela sera considéré comme un acte de guerre par la Russie.

Aucun dirigeant occidental ne s'est exprimé sur la renaissance du fascisme au cœur de l'Europe — à l'exception de Vladimir Poutine, dont la population a diminué de 22 millions à cause d'une invasion nazie par la frontière ukrainienne. Lors de la récente conférence sur la sécurité de Munich, la secrétaire d'Etat adjointe américaine d'Obama pour les affaires européennes et eurasiennes, Victoria Nuland, s'insurgeait contre les abus des dirigeants européens qui s'opposaient à l'armement du régime de Kiev par les États-Unis. Elle fit référence au ministre de la défense allemand comme « ministre du défaitisme ». C'est Nuland qui a supervisé le coup d'état à Kiev, la femme de Robert D. Kagan, un « néoconservateur » lumineux et co-fondateur du projet d'extrême droite pour un nouveau siècle américain, elle était conseillère en politique étrangère de Dick Cheney.

Le coup d'état de Nuland n'a pas suivi le plan à la lettre. L'OTAN ne parvint pas à s'emparer de la base navale russe historique et légitime de Crimée. La population majoritairement russe de Crimée — illégalement annexée par l'Ukraine par Nikita Krushchev en 1954 — a largement voté pour un rattachement à la Russie, comme ils le firent dans les années 1990. Le référendum fut volontaire, populaire et internationalement surveillé. Il n'y eut aucune invasion.

Au même moment, le régime de Kiev s'est retourné contre les populations russophones de l'Est avec la férocité d'une épuration ethnique. Déployant des milices néo-nazies à la manière des Waffen-SS, ils ont bombardé et assiégé des villes et des villages. Ils ont usé de la famine de masse comme d'une arme, coupant l'électricité, gelant les comptes bancaires, stoppant la sécurité sociale et les retraites. Plus d'un million de réfugiés ont fui vers la Russie. Dans les médias occidentaux, ils étaient les invisibles fuyant « la violence » causée par « l'invasion russe ». Le commandant de l'OTAN, le général Breedlove — dont le nom et les agissements s'inspirent probablement du *docteur Folamour* de Stanley Kubrick — a annoncé que 40 000 soldats russes se « massaient ». A l'ère de la preuve judiciaire par image satellite, il n'en fournit aucune.

Ces russophones et bilingues d'Ukraine — un tiers de la population — espèrent depuis longtemps une fédération qui reflète la diversité ethnique du pays et qui soit à la fois autonome et indépendante de Moscou. La plupart ne sont pas des « séparatistes » mais des citoyens qui veulent vivre en sécurité dans leur pays natal et s'oppose à la prise de pouvoir à Kiev. Leur révolte et l'établissement « d'états » autonomes sont une réaction contre l'attaque que Kiev a lancée contre eux. Presque rien de tout cela n'a été expliqué au grand public occidental.

Le 2 mai 2014 à Odessa, 41 russophones furent brûlés vif au siège des syndicats sous le regard des policiers inactifs. Dmytro Yarosh, dirigeant du Secteur Droit, a salué ce massacre comme étant « un nouveau jour de gloire dans notre histoire nationale ». Dans les médias états-unien et britannique, ce fut rapporté comme une « sombre tragédie » résultant d'« affrontement » entre les « nationalistes » (néo-nazis) et les « séparatistes » (ces gens qui collectent des signatures pour un référendum sur une Ukraine fédérale).

Le *New York Times* a enterré l'histoire, ayant ignoré sous prétexte de propagande russe les avertissements concernant les politiques fasciste et antisémite des nouveaux clients de Washington. Le *Wall Street Journal* a maudit les victimes — « incendie mortel en Ukraine probablement déclenché par les rebelles, selon le gouvernement ». Obama a félicité la junte pour sa « retenue ».

Si Poutine peut être amené à aller à leur secours, son rôle préétabli de « paria » en Occident justifiera le mensonge selon lequel la Russie envahirait l'Ukraine. Le 29 janvier, le chef d'état-major ukrainien, le Général Viktor Muzhemo, a presque discrédité par inadvertance les fondements des sanctions des USA et de l'UE contre la Russie en déclarant catégoriquement lors d'une conférence de presse: « L'armée ukrainienne ne combat pas les unités régulières de l'armée russe ». Il y avait des « citoyens individuels » qui étaient membres de « groupes armés illégaux », mais pas d'invasion russe. Rien de nouveau. Vadym Prystaiko, le ministre adjoint des affaires étrangères de Kiev, a appelé à « une guerre totale » contre une Russie nucléaire armée.

Le 21 février, le sénateur des États-Unis James Inhofe, un républicain de l'Oklahoma, a introduit un projet de loi qui autoriserait l'armement états-unien du régime de Kiev. Dans sa présentation au Sénat, Inhofe a utilisé des photographies censées montrer des troupes russes en train de franchir la frontière ukrainienne, dont on sait depuis qu'elles étaient des faux. Cela rappelle les fausses images de Ronald Reagan des installations soviétiques au Nicaragua, et les fausses preuves de Colin Powell devant l'ONU sur les armes de destructions massives de l'Irak.

L'intensité de la campagne de diffamation contre la Russie et la représentation de son président comme méchant pantomime ne ressemble à rien de ce que j'ai connu en tant que reporter. Robert Parry, l'un des journalistes d'investigation les plus distingués des États-Unis, qui révéla le scandale de l'affaire Iran-Contra, a récemment écrit, « Aucun gouvernement européen, depuis l'Allemagne d'Adolf Hitler, n'a jugé correct d'envoyer des troupes nazies mener une guerre contre une population domestique, mais le régime de Kiev l'a fait, et en connaissance de cause. Et pourtant à travers le spectre politico-médiatique occidental, il y a eu un effort conséquent pour camoufler cette réalité au point d'ignorer des faits établis... Si vous vous demandez comment le monde pourrait entamer une 3ème Guerre Mondiale — tout comme c'était arrivé à la première Guerre Mondiale il y a un siècle — tout ce que vous avez à faire c'est observer la folie autour de cette affaire ukrainienne, qui se montre imperméable aux faits ou à la raison ».

En 1946 le procureur du tribunal de Nuremberg dit aux médias allemands: « L'utilisation de la guerre psychologique par les conspirateurs nazis est bien connue. Avant chaque agression majeure, à quelques exceptions près selon l'urgence, ils initiaient des campagnes de presse optimisées afin de discréditer leurs victimes et de préparer les allemands psychologiquement pour l'attaque... Dans le système de propagande de l'état d'Hitler c'était la presse quotidienne et la radio les armes les plus importantes. » Dans le *Guardian* du 2 février, Timothy Garton-Ash a en effet appelé à une guerre mondiale. « Poutine doit être arrêté », titre la Une. « Et parfois seules les armes arrêtent les armes ». Il admettait que la menace d'une guerre puisse « nourrir une paranoïa russe d'encercllement »; mais c'était acceptable. Il cite ensuite l'équipement militaire nécessaire pour ce travail et avise ses lecteurs que « l'Amérique possède le meilleur kit ».

En 2003, Garton-Ash, un professeur d'Oxford, avait répété la propagande qui avait mené au massacre en Irak. Saddam Hussein, avait-il écrit, « a, comme [Colin] Powell l'a documenté, entreposé des quantités d'armement chimique et biologique effrayant, et cache ce qui reste d'eux. Il tente toujours d'obtenir du nucléaire ». Il a salué Blair comme étant un « interventionniste libéral chrétien Gladstonien ». En 2006, il a écrit, « nous faisons maintenant face au prochain test d'envergure après l'Irak: l'Iran. »

Les débordements — ou comme Garton-Ash préfère les appeler, ses « ambivalences libérales torturées » — ne sont pas atypiques de ceux de l'élite libérale transatlantique ayant conclu un pacte faustien. Le criminel de guerre Tony Blair est leur leader perdu. Le *Guardian*, dans lequel l'article de Garton-Ash apparait, a publié une pleine page de publicité pour un bombardier furtif américain. Sur une image menaçante du monstre de Lockheed Martin figuraient les mots: « Le F-35. EXCELLENT pour l'Angleterre ». Ce « kit » américain coûtera au contribuable britannique 1,3 milliard de £, le précédent modèle F ayant déjà massacré à travers le globe. Afin de rester dans le ton de ses publicités, un éditorial du *Guardian* appelle à une augmentation des dépenses militaires.

Une fois de plus, il y a un objectif sérieux. Les dirigeants du monde veulent non seulement que l'Ukraine soit une base de missiles; ils veulent aussi son économie. Le nouveau ministre des finances de Kiev, Nataliwe Jaresko, est une ancienne haute responsable du département d'état des USA en charge des « investissements » états-unis d'outremer. On lui octroya la nationalité ukrainienne en urgence. Ils veulent l'Ukraine pour son gaz en abondance; le fils du vice-président Joe Biden est membre du comité de la plus importante compagnie pétrolière et gazière d'Ukraine. Les dirigeants des firmes d'organismes génétiquement modifiés, des compagnies comme l'infâme Monsanto, veulent le sol agricole riche de l'Ukraine.

Par-dessus tout, ils convoitent le puissant voisin de l'Ukraine, la Russie. Ils veulent balkaniser ou démembrer la Russie et exploiter les plus importantes ressources en gaz naturel de la Terre. Alors que l'Arctique fond, ils veulent contrôler l'océan Arctique riche en énergies, et la longue frontière Arctique russe. Leur homme à Moscou était Boris Eltsine, un alcoolique, qui laissait l'économie de son pays à l'occident. Son successeur, Poutine, a ré-établi la Russie en tant que nation souveraine; tel est son crime.

Notre responsabilité est claire. Il nous faut identifier et exposer les mensonges irresponsables des faiseurs de guerre et ne jamais collaborer avec eux. Il nous faut réveiller les grands mouvements populaires qui ont apporté une civilisation fragile aux états impérialistes modernes. Plus important encore, il nous faut résister à l'endoctrinement au nom de notre esprit, de notre humanité, et de notre dignité. Si nous restons silencieux, la victoire leur est assurée, et la menace d'un l'holocauste plane.

John Pilger

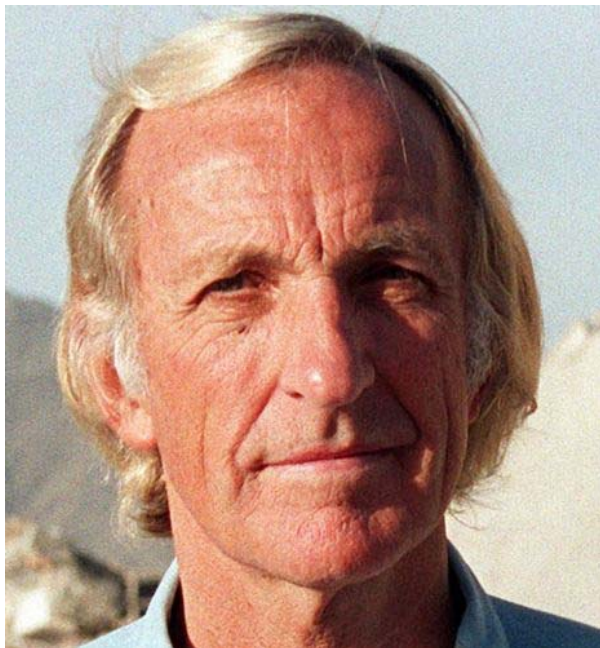
Article original :



[Why the Rise of Fascism is again the Issue](#), 26 février 2015

Traduction: Nicolas CASAUX

<http://partage-le.com/2015/02/pourquoi-la-montee-du-fascisme-est-encore-le-probleme-john-pilger/>



John Pilger

Copyright © 2015 Global Research